

LES PLANS ET POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT DANS LE SECTEUR DE L'ENERGIE : la parité et l'égalité - réalité, défis et opportunités

Du Secrétariat de la Communauté Africaine de Pratiques sur la Gestion axée sur les Résultats de Développement (AfCoP-GRD)



Brief N° 18

RESUME

S'il existe un certain nombre de plans et politiques de développement dans le secteur énergétique, la mention des femmes et leurs rôles en tant qu'agents de changement capables de participer pleinement aux processus de prise de décision restent négligeables. Hors, il s'avère que l'accès à l'énergie améliore l'égalité des genres, notamment pour accélérer l'autonomisation des femmes par le soulagement du travail domestique des femmes pour un travail de marché rémunéré. Inversement, il a aussi été prouvé que l'égalité des genres améliore l'accès énergétique à travers l'élaboration de politiques inclusives et la conception de programmes sensible au genre.

Les normes sociales en Afrique continuent d'accorder aux hommes et aux femmes des degrés différents de statut, de responsabilités, et d'accès aux ressources et aux opportunités. En plus des inégalités dont elles font face dans l'accès quotidien aux services énergétiques, les femmes demeurent sous-représentées au niveau des postes de prise de décision dans le secteur de l'énergie.

Cette note d'information relate la réalité africaine en matière d'énergie et présente quelques points d'entrée visant à combler le fossé entre les hommes et les femmes dans l'accès à l'énergie et à intégrer les femmes dans le processus de prise de décision dans le secteur public. Comme points d'entrée, cette note d'information propose: un audit du genre pour prendre connaissance des lacunes de genre dans les politiques énergétiques; des formations pour les décideurs politiques et les professionnels en charge du montage et de la gestion des projets pour l'intégration de la dimension genre dans les politiques de l'énergie et les projets énergétiques; une budgétisation sensible au genre pour lier les décisions à l'affectation des ressources et; finalement, l'accès à l'éducation et aux formations professionnelles dans les domaines techniques aux femmes.

La réalité

Plus de 645 millions d'Africains n'ont pas accès à l'électricité. La consommation d'énergie par habitant en Afrique subsaharienne (Afrique du Sud exclue) est la plus faible de tous les continents, estimée actuellement à 181 kWh par an, contre 13 000 kWh par habitant aux États-Unis et 6500 kWh en Europe. Les goulots d'étranglement du secteur de l'énergie et les pénuries d'électricité coûteraient à l'Afrique quelque 2 à 4% de son PIB par an.

L'accès insuffisant à l'électricité cause chaque année

des centaines de milliers de décès dus à l'utilisation de foyers à bois pour la cuisine. Il entrave non seulement le bon fonctionnement des hôpitaux et des services d'urgence mais compromet également les objectifs d'éducation et accroît les dépenses d'exploitation des entreprises. L'accès à l'électricité est par conséquent un des facteurs clés de la croissance inclusive d'autant plus qu'il crée des possibilités pour les femmes, les jeunes, les enfants, tant en milieu urbain que rural.

Un grand nombre de femmes et d'hommes, en particulier ceux à faible revenu et/ou ceux qui

vivent en zones rurales, sont encore plus désavantagés en termes d'accès à l'énergie moderne. Cette pauvreté énergétique se présente souvent sous formes d'insuffisance pour les besoins de base de la cuisson, du chauffage et l'éclairage. Les plus vulnérables sont exposés à des risques élevés associés à l'utilisation de formes d'énergie de qualité inférieure, en particulier de la biomasse fabriquée de manière traditionnelle, qui est relativement plus utilisée pour la cuisson domestique, domaine dominé par les femmes.

Espace politique

Les normes sociales en Afrique continuent d'accorder aux hommes et aux femmes des degrés différents de statut, de responsabilités, et d'accès aux ressources et aux opportunités (CEDEAO 2015). Les femmes demeurent sous-représentées au niveau des postes de prise de décision dans le secteur de l'énergie. S'il existe un certain nombre de plans et politiques de développement dans le secteur énergétique, tels que le Nouveau Pacte pour l'énergie en Afrique lancé par la Banque Africaine de Développement, le Protocole sur l'Énergie par la Communauté Sud-Africaine de développement, *Power Africa* financé par le gouvernement des Etats-Unis, la mention des femmes et leurs rôles en tant qu'agents de changement capables de participer pleinement aux processus de prise de décision restent négligeables. Hors, si au stade de la conception, leurs rôles sont à peine mentionnés, le risque demeure qu'elles ne bénéficieront pas de manière égale de la mise en œuvre de ces plans et politiques de développement.

L'intégration du genre dans la formulation des politiques et la rédaction des textes législatifs sur l'énergie sont essentielles à la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes dans le développement de l'énergie grâce à un accès égal aux ressources et à une participation égale aux processus de prise de décisions qui définissent et influencent l'expansion de l'énergie en Afrique. Une politique pour l'intégration du genre dans l'accès à l'énergie poussera les départements clefs à

entreprendre des actions concrètes qui éliminent toutes formes d'inégalité dans la production et la consommation d'énergie. Le but d'une politique sensible au genre est de fournir aux décideurs des indicateurs ainsi que des arguments permettant d'aligner les interventions en matière d'énergie sur les principes de l'égalité et de la parité entre les sexes.

Une politique sensible au genre peut ainsi utiliser le cadre d'intégration du genre pour atteindre les objectifs en matière d'accès à l'énergie, d'une manière qui appuie le rôle des femmes en tant que consommatrices d'énergie, membres de la communauté, entrepreneures et décideurs. Une telle politique vise à assurer un accès universel à l'énergie en Afrique en réalisant les objectifs spécifiques à l'horizon de l'Agenda 2030, tout en donnant plus de choix et de capacités aux femmes et aux hommes pour qu'ils puissent exploiter leur potentiel économique.

Une politique pour l'intégration du genre dans l'accès à l'énergie a pour but d'accélérer les interventions pour éliminer la pauvreté entre les hommes et les femmes en :

- Assurant un accès égal aux services énergétiques modernes, quel que soit le sexe, l'âge ou le statut socio-économique ;
- S'appuyant sur des pratiques de développement socio-économique inclusives et durables qui favorisent l'égalité d'accès à l'énergie, y compris des applications à usage domestique et communautaire productives ;
- Harmonisant la législation et les pratiques concernant l'égalité des sexes et l'énergie ;
- Renforçant la participation et l'implication des hommes et des femmes à part égalitaire dans les chaînes de valeur de l'énergie, notamment les marchés, en promouvant l'égalité des chances et le soutien pour une participation accrue à l'économie locale, nationale et régionale.

Les défis

L'intégration du genre dans les politiques et programmes sur l'énergie stagne pour plusieurs raisons, notamment parce que :

- les planificateurs élaborent la politique énergétique sans une connaissance des outils d'analyse de genre et de la prise en compte des besoins spécifiques et différents des hommes et des femmes (ENDA s.d.) ;
- les décideurs, les techniciens et les exécutifs de projets du secteur public n'ont pas reçu de formations sensibles au genre ;
- le budget sectoriel dédié au secteur énergétique n'est pas sensible au genre et ne permet pas de cerner l'impact des allocations budgétaires sur la situation des hommes et des femmes.

Les Opportunités - Points d'entrée pour intégrer le genre dans l'espace politique

Audit du genre

L'intégration du genre dans les plans et les politiques de développement nationaux nécessite d'entreprendre un audit du genre pour identifier et comprendre les dimensions genre de la planification dans le secteur de l'énergie, de la budgétisation, et les capacités institutionnelles ainsi que la relation entre le secteur de l'énergie et le genre par rapport à d'autres objectifs de la politique nationale.

Le traitement des questions relatives au genre permet d'obtenir les données et les analyses pour la conception d'indicateurs de base et de ciblage des efforts relatifs au secteur énergétique (ESMAP s.d.). Une analyse de genre détermine qui a accès et qui contrôle l'énergie, qui subit les impacts positifs ou négatifs et la marche à suivre pour améliorer la situation. Un audit aidera à prendre connaissance des lacunes de genre dans les politiques énergétiques et les questions liées au genre au sein des membres du personnel dans le secteur de l'énergie. Cette analyse permettra de formuler des

stratégies et un plan d'action pour combler les lacunes identifiées et réaliser les objectifs nationaux en termes d'accès équitable à l'énergie. Par exemple, renforcer les capacités du personnel sur les dimensions genre permettra aux départements concernés d'intégrer le genre dans les opérations en cours et les nouvelles opérations dans le secteur de l'énergie.

Formation au genre et renforcement des capacités

Un audit du genre permet d'identifier les maillons faibles dans l'espace politique et dans la mise en œuvre du plan de développement dans le secteur de l'énergie. Un de ces maillons inclut le manque de formation au niveau des décideurs sur les questions de genre et des techniciens sur l'intégration du genre dans les politiques et les plans de développement de l'énergie et sur l'application des méthodes sensibles au genre dans la mise en œuvre du plan d'action. Pour remédier à ce manque de capacités, il est nécessaire de concevoir et de réaliser des formations à l'endroit des décideurs politiques et des gestionnaires de projets afin de les aider dans la prise en compte du genre dans les politiques de l'énergie et dans la formulation et l'exécution des projets énergétiques en Afrique. Ces formations doivent fournir les compétences suivantes (GeA 2015) :

- Argumentaires et outils pour promouvoir les politiques énergétiques sensibles au genre ;
- Outils et techniques pour un plaidoyer efficace en faveur de l'intégration du genre dans les politiques énergétiques ;
- Outils pour concevoir et produire des projets énergétiques sensibles au genre ;
- Techniques d'exécution en faveur de l'intégration du genre dans les projets énergétiques.

Les appuis au renforcement des capacités au niveau du secteur public visent à améliorer la performance de ceux impliqués en prenant en considération la compétence des agents publics et le

fonctionnement des départements concernés (AFD 2014).

Budgétisation selon le genre

Le budget est l'un des principaux outils techniques d'une politique, d'une stratégie ou d'un projet qui reflète les choix politiques, sociaux et économiques d'un gouvernement. Les orientations budgétaires ont des impacts sur les différentes composantes de la population, entre autres les femmes, et sur les inégalités sociales, économiques, et culturelles (Adequations 2012). Une budgétisation sensible au genre consiste à effectuer une analyse « sexospécifique » des budgets afin de voir l'impact des allocations budgétaires sur la situation des hommes et des femmes. Une budgétisation sensible au genre dans le secteur énergétique permettra de prendre des actions 'correctrices'. Par exemple, pour éliminer les milliers de décès dus à l'utilisation de foyers à bois pour la cuisine, il faudra investir dans les services énergétiques modernes. Le but de la budgétisation sensible au genre est d'accélérer l'égalité entre les sexes dans les prises de décisions, les avantages et les charges liées à l'affectation des ressources (CEDEAO 2015). Pour qu'une politique sensible au genre soit efficace, il est nécessaire qu'elle soit accompagnée d'un budget sensible au genre.

Education et formation dans les domaines techniques liés à l'énergie

Les inégalités entre hommes et femmes sont aussi dues à l'accès inégal à l'éducation et à la formation professionnelle. L'éducation joue un rôle essentiel dans la promotion des droits des femmes, leur permettant une plus grande implication dans la vie sociale, économique et politique à travers leurs compétences et connaissances des sujets de développement.

Hors, les femmes sont sous-représentées dans les sciences. Pour remédier à cette situation, il est primordial que le gouvernement ouvre l'accès à l'éducation et aux formations professionnelles, principalement dans les domaines techniques liés à la science et à la technologie afin que ces femmes

puissent intégrer le secteur public en tant que décideurs et techniciennes dans les domaines liés à l'énergie. Il est évident qu'une amélioration de la participation directe des femmes au secteur de l'énergie va faciliter la prise de décision et le développement d'actions favorables à l'accès des femmes à l'énergie.

Conclusion et recommandations

Les thèmes abordés relatent quelques unes des priorités à mettre en œuvre dans le secteur public pour enclencher la réalisation de la parité et l'égalité dans le domaine de l'énergie entre les hommes et les femmes. Les recommandations mentionnées ci-dessous sont considérées comme étant essentielles à l'accélération de l'égalité complète entre les hommes et les femmes, sans pour autant diminuer l'importance d'autres axes d'intervention comme la réforme juridique, la participation dans le processus électoral, entre autres. Les recommandations sont les suivantes :

- Veiller à ce que les politiques, les programmes et les initiatives en matière d'énergie soient paritaires et orientés vers la lutte contre les inégalités, en particulier la pauvreté énergétique, qui touche différemment les hommes et les femmes.
- Veiller à ce que les investissements dans le domaine de l'énergie, soient paritaires et orientés vers l'accès équitable à l'énergie.
- Former les femmes dans les domaines techniques liés à l'énergie pour qu'elles puissent ensuite intégrer le secteur public et le secteur privé.
- Accroître la participation des femmes du secteur public dans les domaines techniques liés à l'énergie et aux postes de décision, en veillant à ce que les femmes et les hommes aient des chances égales d'entrer et de réussir dans des domaines liés à l'énergie dans le secteur public.

De multiples propositions de 'check-list' existent déjà pour intégrer la dimension du genre dans les projets du secteur de l'énergie, néanmoins le plus

important reste la mise en œuvre et le suivi de ces projets, qui nécessitent un élément essentiel qui est la volonté politique.

Références

Adéquations 2012. La budgétisation sensible au genre, définition, modalités, acteurs. Disponible : <http://www.adequations.org/spip.php?article1869>. 2012

AFD 2014. Agence Française de Développement. Accompagnement technique et renforcement des capacités : leçons de l'expérience. 2014.

Banque Mondiale 2011. Programme sur les énergies renouvelables en Afrique (AFREA). Disponible : http://siteresources.worldbank.org/EXTGENDER/Resources/workshop-032211-FRENCH-AwaSeck_French.pdf. Mars 2011.

CEDEAO 2015. Communauté économique des états de l'Afrique de l'Ouest. Projet de politique pour l'intégration du genre dans l'accès à l'énergie de la CEDEAO. 2015.

ENDA s.d. Audit du genre dans les politiques et programmes énergétiques au Sénégal. Disponible : <http://www.hedon.info/docs/SenegalGenderFlyerTIE-ENERGIAfull.pdf>.

ESMAP s.d. Energy Sector Management Assistance Program. Intégrer la dimension du genre dans les projets du secteur de l'énergie.

GeA 2015. Genre en Action. Modules de formation à l'intégration du genre dans la définition des projets et politiques énergétiques en Afrique. Disponible : <http://www.genreenaction.net/Modules-de-formation-a-l-integration-du-genre.html>. 2015



REMERCIEMENTS

Ce produit de connaissance fait partie d'une série de produits de la Communauté Africaine de Pratiques sur la Gestion axée sur les Résultats de Développement (AfCoP-GRD). L'objectif est de documenter les bonnes pratiques et les recommandations politiques clés sur la gestion axée sur les résultats de développement. Les produits de connaissance de l'AfCoP sont largement diffusés et sont disponibles sur le site web de l'Initiative de l'Afrique pour les Résultats (AfriK4R) : <http://afrik4r.org/ressources/>.

Ce produit de connaissance de l'AfCoP-GRD est un travail conjoint de la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF) et de la Banque Africaine de Développement (BAD) réalisé sous la supervision du Secrétaire Exécutif de l'ACBF, le Professeur Emmanuel Nnadozie. Ce produit a été préparé par une équipe du Département des Connaissances, Suivi et Evaluation (KME) de l'ACBF, sous la supervision générale de son Directeur, Dr Thomas Munthali assisté par Mme Aimtonga Makawia, Dr. Robert Nantchouang, Dr. Barassou Diawara, Mme Anne Edline François et Mr. Fréjus Thoto et des membres des autres départements de la Fondation.

L'ACBF est également reconnaissante envers Mme Madvee Muthu qui a facilité la discussion en ligne ayant conduit à l'élaboration de ce produit de connaissance. La Fondation exprime aussi sa gratitude aux membres de l'AfCoP, aux institutions partenaires de l'ACBF et à tous ceux qui ont fourni des contributions critiques pour la finalisation de ce produit. L'ACBF est reconnaissante envers la Banque Africaine de Développement qui a appuyé l'élaboration de ce produit de connaissance sous la subvention Numéro 2100150023544.

Les vues et opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement la position officielle de la BAD et de l'ACBF.